



Ar3 – Direction Réglementation et Gestion de l'Espace Public  
MR/ML

N°

/2026 R.A

000166

CIRCULATION PROVISOIUREMENT RETRECIE  
Boulevards Jean Jaurès et Pasquet

PUBLIÉ LE 29 JAN. 2026

## ARRÊTÉ LE MAIRE DE SALON-DE-PROVENCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2211-1 portant dispositions générales,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 L 2212-2 et L 2212-5 portant sur la police municipale,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2213-1 et L 2213-2 portant sur la police de la circulation et du stationnement,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2214-3 portant sur les dispositions applicables dans les Communes où la police d'état est instituée,

VU le règlement de la voirie communale en date du 27 novembre 2024,

VU la demande formulée en date du 27 janvier 2026 par l'entreprise CIRCET concernant une ouverture de chambres + tirage et raccordement fibre optique en aéro souterrain (PA - 13103-0082),

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de réglementer la circulation des véhicules pour assurer le bon ordre, la sûreté et la sécurité publiques,

### ARRÈTÉ

**ARTICLE 1** – Afin de permettre une ouverture de chambres + tirage et raccordement fibre optique en aéro souterrain (PA - 13103-0082), la circulation de tous les véhicules est provisoirement rétrécie sur trottoir (>déviation) au droit du chantier sis Boulevards Jean Jaurès et Pasquet :

Du 09 au 24 février 2026  
de 09h à 12h00  
(hors mercredi)

**ARTICLE 2**- Maintien de l'accès aux véhicules d'urgence, collecte de déchets, bus et aux riverains.

Limitation de la zone de travaux à 30km/h.

Pas de gène à la circulation.

**ARTICLE 3** - Sous les directives des Services Techniques Municipaux, la présignalisation et la signalisation de la circulation alternée et rétrécie seront mises en place par l'entreprise CIRCET chargée de l'exécution des travaux.

Avis d'information par affichage réglementaire. Respecter la réglementation en vigueur, la charte de l'arbre et le règlement de voirie.

**ARTICLE 4** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille pendant un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

**ARTICLE 5** - Le Directeur Général des Services et le Commissaire de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

28 JAN. 2026

Fait à SALON, le

P/Le Maire,  
Par délégation, Michel ROUX  
Premier Adjoint au Maire  
Vice-Président de la Métropole

